

Dettes élevées synonymes de récession ? Les plus grands économistes s'entredéchirent

Par [Karl de Meyer](#) | 17/04 | 23:33 | mis à jour le 18/04 à 18:23 | [18commentaires](#)

Une étude publiée en 2010 par Reinhart et Rogoff, établissant un lien direct pour les pays riches entre dette élevée et récession, serait en fait truffée d'erreurs sur Excel. De quoi nourrir le débat sur l'austérité.

	B	C	I	J	K	L	M
2			Real GDP growth				
3			Debt/GDP				
4	Country	Coverage	30 or less	30 to 60	60 to 90	90 or above	30 or less
26			3.7	3.0	3.5	1.7	5.5
27	Minimum		1.6	0.3	1.3	-1.8	0.8
28	Maximum		5.4	4.9	10.2	3.6	13.3
29							
30	US	1946-2009	n.a.	3.4	3.3	-2.0	n.a.
31	UK	1946-2009	n.a.	2.4	2.5	2.4	n.a.
32	Sweden	1946-2009	3.6	2.9	2.7	n.a.	6.3
33	Spain	1946-2009	1.5	3.4	4.2	n.a.	9.9
34	Portugal	1952-2009	4.8	2.5	0.3	n.a.	7.9
35	New Zealand	1948-2009	2.5	2.9	3.9	-7.9	2.6
36	Netherlands	1956-2009	4.1	2.7	1.1	n.a.	6.4
37	Norway	1947-2009	3.4	5.1	n.a.	n.a.	5.4
38	Japan	1946-2009	7.0	4.0	1.0	0.7	7.0
39	Italy	1951-2009	5.4	2.1	1.8	1.0	5.6
40	Ireland	1948-2009	4.4	4.5	4.0	2.4	2.9
41	Greece	1970-2009	4.0	0.3	2.7	2.9	13.3

The Roosevelt Institute

Son nom est Thomas Herndon. C'est l'étudiant de l'université du Massachusetts (Amherst) qui est depuis quelques jours sous le feu des projecteurs pour avoir mis à jour les erreurs [d'une étude très médiatisée](#), et politiquement chargée, publiée en 2010 par deux stars de l'économie mondiale, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff.

Soutenu par ses professeurs, Michael Ash et Robert Pollin, qui lui ont demandé de refaire ses calculs plusieurs fois avant de publier, le jeune homme [montre que les deux économistes vedettes de Harvard](#) ont « oublié » d'inclure un certain nombre de données importantes dans les classeurs Excel qui fondent leur étude sur le lien entre dette publique et croissance du **PIB**. Une des conclusions : une fois qu'un pays passe le seuil de 90 % du PIB pour sa dette, sa croissance économique ralentit massivement et les pays considérés entrent même récession (en moyenne 0,1 % de contraction).

L'étude a connu un grand retentissement, au moment où l'Europe se déchirait sur le meilleur moyen

de sortir de la crise de l'euro et le Congrès américain était divisé sur l'attitude à tenir face aux déficits. Elle a renforcé le camp des partisans de la rigueur. Paul Ryan, le Républicain à la tête de la Commission budgétaire de la Chambre des Représentants, a cité l'étude pour justifier son projet de budget 2013. Dans son texte pour 2014, il pose l'objectif de réduire le déficit fédéral à zéro d'ici 2023. Le Commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn, a aussi utilisé le texte pour encourager le pays en difficultés de la zone euro à prendre le chemin de l'austérité.

Las, selon le jeune étudiant de Amherst, des données importantes ont été omises dans les feuilles de calcul. Notamment les périodes où la Nouvelle-Zélande a connu une forte croissance malgré un taux d'endettement important. Compte tenu de la faible taille de l'échantillon de pays développés retenus, cela fait une différence importante. Selon les calculs d'Amherst, la croissance des pays au-delà du seuil des 90 % était encore de 2,2% par an. Les deux auteurs incriminés ont reconnu les erreurs de méthodologie, tout en insistant sur le fait que « ce bug regrettable ne remet pas en cause le message central de l'étude ». Olivier Blanchard, l'économiste en chef du [FMI](#), a indiqué que « la barre de 90 % me semble un bon point de référence ». La dette publique de la France devrait dépasser les 94 % en 2014.